

Investissement Canada—Loi

Au cours des deux dernières décennies, monsieur le Président, je pense que je n'exagère pas, on a assisté à une forte accélération dans l'interdépendance des pays en ce qui a trait aux économies mondiales. Les échanges économiques avec l'extérieur ont été un moteur de croissance pour nous comme pour les autres. Pour être un partenaire à part entière, dans le circuit de l'économie mondiale, un pays se doit de maîtriser sa base économique, à partir de laquelle il établira sa stratégie mondiale. Et si la base économique d'un pays appartient à des intérêts étrangers, le pouvoir de décision de ce pays sur le plan international est déplacé et fortement réduit. L'histoire économique récente, les chocs pétroliers, entre autres, la crise de l'endettement mondial, la récession prolongée des années 1980, démontrent sans le moindre doute que les intérêts des pays créditeurs passent toujours avant ceux des pays débiteurs.

La mainmise étrangère peut également occasionner une perte d'identité nationale. Et cela encore ce sont des conséquences sur la politique économique internationale, spécialement si les secteurs très sensibles d'un pays, tels que le secteur culturel et le secteur des télécommunications sont contrôlés par des intérêts étrangers. Mais s'il est vrai que la production nationale de certaines activités peut s'avérer plus coûteuse en termes de coût économique net que l'importation, une réglementation en faveur des Canadiens peut être le seul moyen véritable d'enrayer une telle activité.

Il y a aussi les conséquences sur l'avancement technologique. Cela, c'est mon deuxième point. Le Canada s'efforce, on le sait, depuis de nombreuses années d'avoir un rayonnement international au plan de la recherche et du développement. On n'a qu'à penser au bras spatial, développé ici dans la région et qui a fait du Canada, à mon avis, dans l'expérience spatiale une des choses dont nous avons innovées avec beaucoup de succès.

Le Conseil des sciences, monsieur le Président, on s'en souviendra, a fréquemment signalé que le Canada n'avait pas une performance élevée sur cette question importante de la recherche et du développement. On nous a fait remarquer souvent que les multinationales étrangères ont tendance à concentrer leurs activités de recherche et de développement dans leur pays d'origine, et elles négligent de ce fait le potentiel scientifique des Canadiens.

La députée de Gatineau (M^{me} Mailly) nous faisait remarquer ce matin que chez elle, ce n'est pas comme cela. Elle a dit: Ah! Chez nous, vous savez, la CIP c'est une compagnie qui fait beaucoup de recherche et de développement. Je ne sais pas, je vais vérifier mais, dans l'ensemble, les pays... d'ailleurs la CIP est une compagnie canadienne maintenant mais, dans l'ensemble, les compagnies étrangères font moins de recherche et de développement, et cela se comprend, que les compagnies canadiennes.

Et nous n'avons qu'à nous référer à Statistique Canada, et la source de mes renseignements est assez simple, c'est Statistique Canada, «Recherche et développement industriel», catalogue 88202, de juin 1984. C'est le plus récent. On voit dans ce tableau que le Canada... des compagnies canadiennes investissent 1.4 p. 100 de leurs ventes en recherche et développement. Aux États-Unis, des compagnies américaines, ici, dépensent moins de 1 p. 100, c'est-à-dire .9 p. 100. Les autres pays, la même chose. Alors c'est là qu'est le problème. C'est que les compagnies étrangères ont tendance à vouloir prendre la technologie, la recherche et le développement dans la maison mère

et à l'importer dans les régions où elles s'implantent. Et de ce fait, beaucoup de technologie, que ce soit dans l'automobile, dans la haute technologie, dans le domaine spatial, dans la mécanique ordinaire, dans le génie, toutes ces choses-là font que les compagnies étrangères importent ici la technologie nouvelle et font très peu ou peu de recherche et de développement.

Nous, nous croyons, monsieur le Président, qu'il faut encourager, qu'il faut essayer de forcer, s'il le faut, un respect fondamental de l'initiative canadienne. Nous essayons de faire comprendre que, ici au Canada, oui les investissements sont bienvenus, mais, venez dans l'intérêt des Canadiens. Venez faire de la recherche chez nous, venez développer des produits nouveaux, des produits que nous pourrions vendre sur le marché international, des produits de qualité internationale et aidez-nous à développer nos richesses naturelles. Mais n'achetez pas le Canada, il n'est pas à vendre!

Le président suppléant (M. Charest): Questions ou commentaires. L'honorable secrétaire parlementaire du ministre de l'Expansion industrielle régionale (M^{me} B. Tardif) a la parole.

Mme B. Tardif: Monsieur le Président, je suis toujours surprise quand j'entends mon collègue d'Ottawa-Vanier (M. Gauthier) dire que le gouvernement a voulu mettre un bâillon aux propos de l'opposition quand un projet de loi a fait l'objet de plus de 80 heures d'étude ici, à la Chambre, et en comité et qui a par malheur aussi été l'objet de beaucoup d'obstruction systématique de la part de l'opposition... Quand on sait que dès la deuxième lecture, dont le député de Ottawa-Vanier parlait tout à l'heure, l'opposition a mis à l'étude une motion pour retarder l'étude du projet de loi à six mois et que, au lieu de pouvoir continuer à débattre la philosophie du projet de loi, on s'est vu déjà «embarquer» dans un système de discussions qui ne nous menait nulle part. Quand nous sommes arrivés en comité, l'opposition a encore voulu, par de nombreuses motions d'amendement, retarder l'étude du projet de loi. En Chambre on a vu aussi quelle était l'attitude de l'opposition. C'est un peu surprenant mais c'est exactement l'attitude qu'a eue l'opposition jusqu'à présent.

J'aimerais, par contre, demander à mon honorable collègue ce qu'il pense des résultats du sondage qui ont été publiés lundi dernier, dans les journaux et spécialement dans un bon journal, *Le Soleil*, de Québec qui titre: «Une majorité pour les investissements étrangers au pays.» Deux Canadiens sur trois souhaiteraient que le premier ministre Mulroney encourage l'investissement étranger plutôt que de le décourager, avec seulement 19 p. 100. Une faible minorité, soit 9 p. 100, se disent satisfaits de notre politique actuelle et un nombre égal de personnes sont indécises.

M. Gauthier: Monsieur le Président, les deux questions de la députée, secrétaire parlementaire, m'intriguent un peu. D'abord le débat a commencé ici le 7 décembre 1984 et nous avons eu quatre journées en Chambre, ce n'est pas beaucoup, quand on pense que les conservateurs, quand ils étaient dans l'opposition, ont tenu des projets de loi ici pendant des mois, on ne peut pas dire que quatre jours c'est exagéré. En janvier, il y a eu six jours où on a discuté de ce projet de loi en comité et il y a eu 14 sessions avec deux sessions où le ministre a été présent en comité, ce n'est pas beaucoup. On ne peut pas dire qu'il